

Les chiffres diffusés par l'Insee confirment la gravité de la situation économique et sociale.

Pour le deuxième trimestre consécutif, l'économie française fait du surplace, l'investissement des entreprises recule, la production industrielle continue de reculer pratiquement dans toutes les grandes branches, les exportations stagnent. Le seul facteur qui contribue positivement à l'activité économique, c'est la consommation, notamment celle des ménages. Mais ce facteur risque aussi de prendre un coup à la rentrée.

L'économie française, comme l'ensemble de la zone euro est menacée de déflation, une situation où l'anticipation de la baisse des prix alimente l'attentisme, réduit la consommation et la production et par voie de conséquence l'emploi et l'investissement.

Si la croissance est aussi faible dans les autres pays européens et notamment en Allemagne, la gravité de la situation en France s'explique avant tout par la stratégie des entreprises et les choix erronés du gouvernement qui accommodent la logique patronale de la pression sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail au nom de l'amélioration de la compétitivité.

Cette dégradation flagrante de la situation atteste, une fois de plus, de la nocivité du « Pacte de responsabilité », avec ses cadeaux pour les entreprises, et de la politique d'austérité que poursuit le gouvernement pour plaire au patronat, aux marchés financiers et aux libéraux de la Commission européenne, avec notamment la pression sur les dépenses publiques et sociales utiles, alors que des milliards d'euros continuent d'être accordés aux entreprises sous la forme d'aides et d'exonérations fiscales et sociales sans évaluation ni contrôle.

La CGT revendique haut et fort la nécessité de rompre avec ces politiques néfastes. Plus que

jamais l'heure est de dire non aux exigences patronales, aux marchés financiers, aux libéraux de la Commission européenne.

Pour éviter la spirale déflationniste, pour dynamiser l'activité économique et l'emploi, il est indispensable d'augmenter les salaires, les traitements, les pensions et les minima sociaux. En la matière, au lieu de culpabiliser les salariés français en leur rappelant le « compromis salarial allemand » des années 2000, les autorités françaises doivent prendre conscience du fait que la pression sur les salaires en Allemagne a alimenté la pauvreté et les inégalités et que, aujourd'hui, pour éviter la déflation, les salaires augmentent en Allemagne.

Au lieu de persévérer dans la réduction des dépenses publiques et sociales utiles et de continuer la distribution des milliards d'euros de cadeaux aux entreprises, le gouvernement doit augmenter les dépenses pour la recherche, la formation, l'éducation, la santé, les infrastructures. C'est indispensable pour éviter la spirale déflationniste.

Pour dynamiser l'investissement et l'emploi, il faut mobiliser l'ensemble des moyens, de la fiscalité au système financier et notamment les banques. Il faut conditionner toute aide au respect des critères précis en termes d'emploi, de salaire, d'égalité femmes/hommes, et établir des droits pour les salariés.

La CGT continue de mobiliser salariés, privés d'emploi, retraités autour de ces revendications : d'autres solutions sont possibles.